

Du travail ménager au service domestique, de l'emploi féminin au travail militant : critiques féministes en évolution

Aline Charles and Elsa Galerand

Volume 30, Number 2, 2017

Travail, temps, pouvoirs et résistances

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1043919ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1043919ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Charles, A. & Galerand, E. (2017). Du travail ménager au service domestique, de l'emploi féminin au travail militant : critiques féministes en évolution. *Recherches féministes*, 30(2), 1–16. <https://doi.org/10.7202/1043919ar>

***Du travail ménager au service domestique,
de l'emploi féminin au travail militant :
critiques féministes en évolution***

ALINE CHARLES ET ELSA GALERAND

On sait que certaines tâches sont empiriquement associées au rapport d'appropriation corporelle, au fait que les dominés sont des propriétés matérielles. Ceci est historiquement constatable pour les castes parias en Inde, pour l'esclavage de maison aux États-Unis (aux XVIII^e et XIX^e siècles). Ces tâches d'entretien matériel des corps [...] comportent nourriture, soins, nettoyage, élevage, entretien sexuel, soutien affectivo-physique, etc. Lorsque la vente contre monnaie de la force de travail des appropriés est possible, cette force de travail, pour un temps encore indéterminé et contre salaire désormais, reste pratiquement la seule affectée à ces tâches précises [...] Plus de 80 % des personnels de service est composé de femmes en France, ces mêmes sont aux États-Unis des Afro-américains, femmes et hommes, en Inde des parias, hommes et femmes [...] Si la force de travail devient contractualisable, vendable, cela ne signifie pas ipso facto que l'appropriation physique, la cession de l'individualité corporelle, ne persiste pas – ailleurs dans une autre relation.
(Guillaumin 1978 : 29)

Au départ du présent numéro se trouvent quelques constats et une lecture partagée des récentes évolutions de la réflexion féministe sur la question du travail.

Domestique, ménager, émotionnel, de santé, de soin (*care*), de service, de reproduction... Notre premier constat est celui d'un renouvellement des analyses centrées sur ce travail d'« entretien matériel des corps », théorisé par Colette Guillaumin en 1978. La multiplication des débats sur le *care* (Hirata et Molinier 2012; Le Feuvre, Benelli et Rey 2012), le retour des analyses féministes marxistes pour qui le travail domestique doit être compris comme « reproductif » (Federici 2016; Duffy 2007), le regain d'intérêt pour l'idée d'un « salaire au travail ménager » (Toupin 2014 et 2016) et l'éclatement des terminologies proposées témoignent de ce renouvellement. « Par où attaquer le “ partage inégal ” du “ travail ménager ” ? », titrait pour sa part Christine Delphy en 2003. Ce travail, autour duquel s'étaient cristallisés les clivages politiques et théoriques durant les années 70 (Molineux 1979; Barret et McIntosh 1982; Delphy 1982; Juteau et Laurin-Frenette 1988), revient ainsi comme un enjeu de premier plan, après avoir été paradoxalement délaissé.

Paradoxalement puisque, entretemps, son importance dans la vie des femmes n'a pas reculé, malgré la féminisation continue du travail salarié.

Cette reprise du débat nous paraît d'autant plus salutaire qu'elle vient contrebalancer la tendance à dissocier le « genre » du « travail », en conceptualisant le premier comme s'il ne devait rien au second; comme si, donc, l'organisation sociale du travail n'était pas constitutive du genre, de l'*idée de Nature*, du *marquage* des corps, des subjectivités ou des consciences, ainsi que l'ont pourtant démontré les travaux pionniers de Colette Guillaumin (1992), Paola Tabet (1998), Nicole-Claude Mathieu (1991), et nombre de recherches depuis.

Notre deuxième constat renvoie à l'évolution des conditions comme des termes du débat. Notons d'abord que son ancienneté nous paraît peut-être sous-estimée. Au cours des années 20, certaines revendications¹ campaient déjà les ménagères en « femmes de métier » (Martin 1987; Robert 2017). Cependant, ces luttes, comme bien d'autres, sont trop peu documentées et largement oubliées. Les questionnements se sont par ailleurs déplacés et les lignes de tensions se sont recomposées depuis le *Domestic Labor Debate* des années 70, davantage connu. Théoriser les tâches domestiques comme un travail constituait alors une véritable rupture épistémologique : rupture avec les définitions dominantes du travail et de l'exploitation, rupture avec l'idée d'une division *naturelle* du travail. C'est bien à partir de cette politisation du travail domestique *en particulier* qu'il a été possible de penser la division sexuelle du travail *en général* comme un rapport social (Kergoat 2012). Si ces reconceptualisations du travail ont ensuite été délaissées, leur relance plus récente intervient dans un contexte de crise de l'emploi (Maruani et Meulders 2005), de développement des « services à la personne » rémunérés et de remise en cause des espoirs investis dans le travail salarié comme « outil de libération des femmes » (Martin et autres 2008).

Cette relance est par ailleurs particulièrement stimulée par la diffusion accrue des théories issues du *black feminism* et du féminisme décolonial. Nous renvoyons ici aux travaux qui ont montré combien les politisations féministes du travail fondées sur les seules expériences des femmes blanches et bien classées étaient problématiques et contreproductives, pour la compréhension des rapports sociaux de sexe et de la division sexuelle du travail comme pour l'élaboration de stratégies collectives d'émancipation (Rollins 1985; Davis 1983; hooks 2008; Carby 2008; Glenn 2009 et 2012; Anderson 2000). La nécessité d'intégrer les contradictions de classe, de race et de colonialité entre femmes dans une perspective intersectionnelle (Crenshaw 1989 et 1991; Collins 1990; Collins et Bilge 2016), consubstantielle (Kergoat 2012) ou imbricationniste (Falquet 2016) a amplement été démontrée. Que les femmes

¹ Nous faisons référence ici aux revendications féministes formulées durant cette période pour la reconnaissance du travail ménager comme un « métier qualifié », voire rétribué, syndiqué et ouvrant droit à une retraite ou... à la grève.

n'entretiennent pas un rapport homogène et unificateur au travail domestique est également un fait établi. Le phénomène de la « délégation », comme celui du « transfert » international du « sale boulot » – qui interroge « les féministes occidentales, éduquées et qualifiées, sur ce qu'elles doivent de leur émancipation au travail réalisé par d'autres femmes moins privilégiées » (Hirata et Molinier 2012 : 11) –, vient ainsi profondément complexifier la question du « non-partage » du travail domestique dans ses versions tant historiques que contemporaines.

Enfin, si les recherches centrées sur les rapports d'exploitation entre femmes oublient parfois les hommes (voir le texte de Rose-Myrliè Joseph dans ce numéro) ou, pour le dire autrement, s'il arrive qu'elles oublient de dénaturiser le sexe (Juteau 2016), elles ont néanmoins mis en lumière l'intrication de la division sexuelle du travail aux autres formes de division sociale du travail.

Notre troisième constat renvoie au redécoupage du travail domestique. Alors que la part gratuite (extorquée) du travail des femmes en tant que « mères de », « épouses de », « filles de », etc., était au cœur des théorisations des années 70, les analyses récentes explorent davantage son versant (sous-)rémunéré en s'intéressant au « salariat domestique », au « travail reproductif payé », aux « métiers du *care* » ou « de service » (Drouilleau et autres 2009). Ce mouvement de balancier prend acte du fait que les rapports de race, de classe et de colonialité sont sexués et que le service domestique en est l'une des modalités (Duffy 2007; Moujoud et Falquet 2010; Scrinzi 2013; Le Petitcorps 2015). On peut cependant se demander si, avec ce mouvement, la question de l'exploitation du travail domestique (vendu et non payé) ne risque pas de se trouver délaissée en même temps qu'elle est réinvestie : délaissée en ce qui concerne l'exploitation ou l'appropriation de la part gratuite de ce travail (celle qui ne passe donc pas par le marché, la mesure et l'échange); réinvestie pour ce qui est de sa part mal rémunérée certes, mais intégrée au marché. Or, négliger la première forme d'exploitation pourrait empêcher de saisir les ressorts de la seconde, tant elles sont imbriquées.

Si la relation « servantes/patronnes » ne date pas d'hier, pas plus que les métiers de service et les mobilisations qu'ils induisent (McLean et Barber 2016; Nadasen 2012; Sarti 2014), il semble aujourd'hui évident que la construction de solidarités féministes implique une critique serrée du rapport de *service domestique* rémunéré et, simultanément, une reprise du débat sur le travail domestique gratuit.

Le travail domestique redevenant un enjeu incontournable de théorisation, de débats et de combativité féministes, c'est à la lumière de ce contexte que nous proposons de lire ce numéro de la revue *Recherches féministes*. Nous reprenons en somme le pari épistémologique lancé en particulier pendant les années 70. Nous aussi misons sur le fait que les catégories analytiques usuelles esquivent encore le travail domestique, qu'il soit rémunéré ou non. Son caractère plus ou moins inclassable, peu défini, en fait un poste d'observation idéal pour embrasser le travail dans toute sa complexité, pour apprécier les pouvoirs et les résistances qui se reconfigurent au fil du temps et, finalement, pour redonner au travail son potentiel d'émancipation. Tous

les textes rassemblés ici ne placent pas, bien sûr, le travail domestique au centre de leur propos. Cependant, beaucoup le font et tous, d'une façon ou d'une autre, l'inscrivent en creux de leurs démonstrations.

Travail domestique *versus* emploi : retour vers le futur?

Les rapports complexes entre le travail domestique non rémunéré et le travail rémunéré des femmes constituent l'un des fils rouges de ce numéro. Sous des angles différents et pour des espaces-temps divers, bon nombre de textes examinent comment ces deux modes de (re)production peuvent tour à tour être opposés, conciliés ou articulés, à quel point la porosité de leurs frontières fait débat et combien leur conceptualisation évolue, quitte à revenir sur ses pas pour se redéployer autrement. Ils mettent aussi à l'épreuve une équation qui court en filigrane de nombreuses réflexions féministes d'hier et d'aujourd'hui, celle qui oppose un travail domestique dit « oppressif » à un emploi réputé « libérateur ».

Marilyne Brisebois ouvre la première section de ce numéro sur le rêve de deux Québécoises. Durant les années 30 à 60, Estelle et Évelyne Leblanc imaginent un enseignement ménager qui ouvrirait toutes grandes les portes de l'emploi aux femmes. Pour elles, rien n'empêche de former à la fois des maîtresses de maison compétentes et des professionnelles qualifiées. La carrière des deux sœurs, solidement ancrée dans les milieux éducatifs du Québec et d'ailleurs, sera à la hauteur de ce rêve. Leur volonté de réforme, elle, sera plus difficile à concrétiser. Elle heurtera de plein fouet les adeptes d'un enseignement ménager à vocation strictement familiale, allergiques à une formation débouchant sur le marché du travail et portant haut l'étendard de la « mystique » maternelle.

Au-delà de cet affrontement, soulignons que le rêve des sœurs Leblanc n'est pas une chimère. Il s'inscrit dans un courant international très actif qui, de la France à la Nouvelle-Zélande, en passant par le Canada ou les États-Unis, développe une formation ménagère plus professionnelle (Fitzgerald 2014). Il table aussi sur un contexte qui ouvre – à certaines femmes – de nouveaux métiers comme ceux de diététiste, d'esthéticienne ou d'économiste familiale (Brady 2017; Walker 2008; Goldstein 2012). Enfin, il se matérialise dans les trajectoires des sœurs Leblanc : celles-ci démontrent qu'une formation en sciences domestiques peut déboucher sur une reconnaissance professionnelle et toutes deux symbolisent une transposition réussie de l'expertise domestique au marché du travail.

Denyse Baillargeon, Josette Brun et Estelle Lebel exposent un cas de figure fort différent avec leur analyse de *Femme d'aujourd'hui*, émission phare de la télévision québécoise que la Société Radio-Canada diffuse sans discontinuer de 1965 à 1982, cinq fois par semaine. Appuyant les positions féministes majoritaires du temps, les créatrices de ce magazine féminin choisissent d'emblée leur camp. Fascinées par un emploi féminin qui se généralise tout en demeurant controversé, elles en font énergiquement la promotion. Elles braquent leurs projecteurs sur le travail

rémunéré des femmes, en font une voie royale d'affranchissement, saluent congés de maternité et garderies, mères en emploi et métiers non traditionnels. Du même souffle, elles déprécient le travail domestique, synonyme à leurs yeux de gratuité et de dépendance, de routines sans fin et d'horizons bouchés. Et elles n'hésitent pas à placer sur la défensive leurs invitées qui s'affirment femmes au foyer ni à escamoter les féministes favorables au principe d'un salaire au travail ménager.

L'émission *Femme d'aujourd'hui* diffuse ainsi un discours très militant là où on ne l'attendait pas : à la télévision d'État, dans une émission féminine d'après-midi, destinée à des femmes au foyer. Pour autant, son parti pris en faveur des travailleuses ne l'empêche pas de faire œuvre pédagogique. Le magazine expose les difficultés qui attendent les femmes sur le marché du travail (ghettos d'emploi, discriminations, etc.), tout comme les pistes de solution (garderies, formation aux adultes, etc.). Baillargeon, Brun et Lebel mettent ainsi en lumière la médiatisation d'un certain féminisme occidental, dévoilant une diffusion « grand public » de cette conception des années 60 à 80 qui oppose vigoureusement emploi libérateur et travail domestique oppressif.

Marie-Eve Harton éclaire sous un angle encore différent les rapports entre le travail marchand et non marchand, entre les sphères publique et privée. Dans les villes très industrielles de Québec et de Manchester qu'elle observe en 1910-1911, la survie des ménages canadiens français dépend souvent d'un effort collectif. Le salaire insuffisant des chefs de famille requiert ceux des enfants et parfois celui de l'épouse, le lourd travail domestique des mères exige celui des filles. Travail salarié et non salarié sont ainsi imbriqués, tout en étant inégalement répartis entre hommes et femmes, parents et enfants. Cette division « genrée et intergénérationnelle » de l'activité est si puissante, l'amalgame de travail rémunéré et non rémunéré est si serré, qu'ils déterminent la fécondité des femmes mariées. Celle-ci dépend plus du travail – domestique *et* salarié – des épouses et des jeunes filles de 13 à 15 ans que de l'emploi des pères et des jeunes garçons du même âge. Mères et filles assument ainsi la plus grande partie du surplus de travail lié à de nouvelles naissances. Dans cette répartition inégale, le cas des filles frappe : elles sont davantage retirées de l'école que leurs frères et mises au travail pour réduire les « coûts » de l'arrivée d'enfants très jeunes.

L'ensemble rappelle tout l'intérêt de ce courant qui articule les temps individuels, familiaux et industriels, et qui conçoit la famille comme un creuset où fusionnent les différentes contributions en travail (Hareven 1982). Du courant, aussi, pour qui les besoins matériels n'expliquent pas à eux seuls les stratégies familiales (Olson et Thornton 2011; Sager 2014). Dans cette unité de travail que constitue la famille en contexte d'industrialisation, rapports de genre, de génération et d'âge – pourrait-on ajouter – modulent considérablement les contributions attendues de chacun et de chacune.

Ramenant l'analyse au cœur du présent, tout en la propulsant de l'autre côté de l'Atlantique, en Suisse, directement sur le terrain des politiques sociales, **Morgane Kuehni** conclut, elle aussi, à un emploi et à un travail domestique fortement imbriqués. Son analyse met en scène des travailleuses et des travailleurs pauvres avec

enfants, obligés de jumeler revenus d'emploi et prestations gouvernementales. Elle évalue leur participation au marché du travail, mesure leur dépendance à l'État, jauge les pressions à l'emploi qu'ils subissent, en soupèse les répercussions sur le travail reproductif. Kuehni renforce le diagnostic souvent posé d'un État profondément « genré », voire sexiste (Haney et Pollard 2013; Groupe ' État et rapports sociaux de sexe ' 2013). Malgré sa prédilection récente pour le modèle – en principe neutre – du travailleur ou de la travailleuse adulte (*adult worker*), le système social helvétique n'émancipe pas les femmes pauvres de la sphère domestique. Celles-ci font les frais de mesures ambivalentes qui favorisent l'emploi pour tous et toutes, sans « défamilialiser » ni déssexualiser le travail parental. Les expériences féminines de la pauvreté laborieuse diffèrent donc toujours de celles des hommes. Les limites d'un « tous et toutes-à-l'emploi » qui ignore la répartition viscéralement sexuée du travail rémunéré et non rémunéré se révèlent ici.

Dévoilant un autre type d'interactions entre les activités marchande et non marchande, **Annie Dussuet** révèle à quel point les mutations de l'emploi féminin modulent les théories féministes du travail domestique non rémunéré depuis les années 70 en France. C'est dans un contexte où la figure de la travailleuse est encore contestée que ces théories conceptualisent l'ensemble des activités domestiques comme un véritable « travail » productif, malgré son caractère non marchand. C'est dans le sillage d'un emploi féminin en plein essor durant la décennie 80 qu'elles appliquent au travail domestique les outils de comptabilisation du travail rémunéré (mesures de temps et de valeur monétaire). Et c'est lorsque la crise de la période 1990-2000 menace un emploi féminin désormais dominant qu'elles se désintéressent du travail domestique non rémunéré, jugé moins prioritaire.

À partir de 2000, la réflexion féministe cible davantage les emplois domestiques, à cheval sur les sphères publique et privée, marchande et non marchande. Préférer le concept de *care* à celui de travail domestique pour en traiter permet alors de penser comme un tout le travail effectué pour autrui (rémunéré ou pas) et de révéler la charge mentale, l'attention à autrui, le « travail émotionnel » et la disponibilité constante qu'il exige. Impératif, ce *care* demeure pourtant difficilement objectivable, mesurable ou monnayable sur le marché. Il l'est d'autant moins que le « bon » *care* doit être un don discret, sans espoir de retour ni de reconnaissance de sa qualification (Molinier 2013). C'est donc un travail qui ne se dit pas, dans l'univers familial comme dans le monde du salariat.

Pour Dussuet, tout cela place les travailleuses domestiques devant un choix impossible : effectuer un travail sans signification ou fournir un surplus de travail sans rémunération. Il faut donc renouer les liens analytiques entre travail domestique (non rémunéré) et service domestique (mal... rémunéré), entre *care* salarié et non salarié, pour tenir compte du « surtravail » et de l'« engagement subjectif » assumé par les femmes. L'article porte ainsi un autre coup sérieux à la thèse de la libération des femmes par l'emploi.

Saisissant la balle au bond, **Catherine Charron** poursuit l'analyse du service domestique en s'appuyant sur une enquête orale, menée à Québec. Sur le plan chronologique d'abord, elle situe durant les années 60 le nouveau souffle qui anime cet « archipel de petits boulots féminins souvent informels », au moment même où l'emploi des Québécoises se généralise. Sur le plan théorique ensuite, comme Dussuet, elle positionne le service domestique à l'intersection de l'emploi et du travail domestique non rémunéré.

C'est ce positionnement qui explique la persistance de rapports personnalisés entre employeurs ou employeuses et employées, la négation têtue des qualifications requises, l'échec des tentatives de professionnalisation ou de formalisation des emplois domestiques. Ce positionnement éclaire également l'imbrication particulière des rapports de sexe et de classe dans ce « sous-marché du travail ». Nous y reviendrons. La division du travail domestique entre femmes transcende donc bien les frontières entre sphères publique et privée, entre travail rémunéré et non rémunéré. Rappelons toutefois que si le travail domestique – salarié ou non – génère des disparités sociales entre femmes, il n'en demeure pas moins « construit comme étant féminin » (Glenn 2009 : 27).

Analysant certaines mesures gouvernementales d'insertion en emploi en France, **Cécile Talbot** poursuit la réflexion sur le service domestique. Elle montre que ces mesures, aussi observées en Suisse par Kuehni (voir son texte dans ce numéro), orientent directement les assistées sociales vers l'« archipel » des petits boulots domestiques. Côté face, l'État joue ici le rôle d'aiguilleur principal par l'entremise des conseillères et des conseillers en insertion socioprofessionnelle. Il subventionne donc tout un secteur d'emplois précaires dont la pénibilité est invisibilisée par la survalorisation de leurs composantes affectives. Côté pile, des femmes, surtout peu qualifiées et racisées, affrontent à la fois les personnes qui les emploient et celles qui les conseillent, issues généralement des classes moyennes blanches. Elles sont aux prises également avec une ségrégation qui les assignent aux « sales boulots » d'entretien plus qu'aux emplois de *care* jugés plus glorieux. Enfin, elles doivent concilier emploi et famille en respectant les attentes genrées, classées et racisées de leur conseiller ou conseillère. Talbot ouvre ainsi la porte aux analyses intersectionnelles ou imbricationnistes du service domestique développées par d'autres auteures dans ce numéro.

Chacune à leur manière, Dussuet, Charron et Talbot semblent porter le coup de grâce à cette idée que la libération des femmes passe par un travail rémunéré, ou par la marchandisation des tâches domestiques et du *care*. Elles rejoignent en cela Hélène Périvier (2013) pour qui le modèle de « madame Au-Foyer » est remplacé au XX^e siècle par celui de... « madame Gagne-Miettes ». Toutes ces auteures indiquent que la professionnalisation des tâches ne garantit pas non plus l'égalité des sexes, suggérant que le rêve d'un travail domestique professionnel porté par les sœurs Leblanc durant les années 50 (voir le texte de Marilyne Brisebois dans ce numéro) n'était sans doute que cela, un rêve, sauf pour une minorité de femmes. Elles semblent

tout aussi définitivement enterrer l'ancienne revendication d'un salaire au travail ménager, lancée pendant les années 70 par certaines féministes. Pourtant, la réflexion qui soutenait ce slogan mériterait peut-être d'être réexaminée. Affirmant que le partage entre conjoints des tâches domestiques gratuites était illusoire, elle revendiquait un salaire pour tout travail, qu'il soit effectué à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer, par des femmes ou par des hommes (Toupin 2016). C'était à ce prix qu'il semblait possible d'atténuer la division sexuelle du travail. Dans cette perspective, on peut se demander si l'échec de la salarisation du travail domestique constaté par Dussuet, Charron et Talbot s'expliquerait par le fait que ce travail est à la fois rémunéré dans la sphère publique et non rémunéré dans la sphère privée.

Finalement, l'article de **Jean-Pierre Mercier** et **Maria Eugenia Longo** déplace le questionnement des sphères d'activité privée/publique vers les rapports au temps. Il s'intéresse en particulier aux temps vécus (professionnels, scolaires et domestiques) des jeunes mères québécoises, non diplômées, monoparentales, de retour aux études et inscrites au programme gouvernemental de réinsertion Ma place au soleil (MPAS). Pour tenter de circonscrire leurs expériences du temps, Mercier et Longo interrogent les pratiques de l'écrit des femmes dans la mesure où l'écriture constitue l'une de leurs stratégies de gestion et de coordination des tâches de la vie courante (listes de choses à faire ou d'épicerie, d'aide-mémoire, etc.). Les observations confirment la charge mentale et le temps ajusté aux besoins d'autrui (Chabaud-Rychter, Fougeyrollas-Schwebel et Sonthonnax 1985) qu'implique le travail domestique. Ces pratiques de l'écrit se comprennent aussi comme autant de stratégies pour mettre les tâches domestiques « hors de soi », pour se donner la possibilité de les oublier une fois qu'on les a notées. L'analyse des traces écrites comme des recours à l'écriture pourrait alors révéler des tentatives d'objectivation, de rationalisation, mais aussi de mesure du travail à faire en vue d'en limiter la charge.

Travail et articulation des rapports de pouvoir

Les textes rassemblés dans la seconde section de ce numéro ouvrent sur la problématique de l'articulation des rapports de pouvoir et des différentes formes de division sociale du travail. Ils donnent à voir différentes manières d'opérationnaliser un raisonnement imbricationniste selon les questionnements, les objets et les échelles d'observation.

C'est d'abord d'articulation entre « sexage » et capitalisme que traite **Mathieu Jean**, à propos du développement du capitalisme chinois. À contre-courant des analyses idéalistes du genre généralement avancées pour expliquer la présence en Chine d'une main-d'œuvre féminine docile, disciplinée, bon marché et recherchée par les investisseurs, Jean défend l'idée que l'existence de cette force de travail spécifique est à expliquer suivant une démarche matérialiste. Il propose alors d'en faire une « sociologie historique » et d'interroger le phénomène des *dagongmei* en termes de rapports sociaux de sexe. Ce texte montre combien la théorisation de Colette

Guillaumin est heuristique, à condition d'en faire un usage dynamique plutôt que structuraliste, pour éclairer le processus historique de formation de cette main-d'œuvre sexuée et son exploitation spécifique, soit sa « prolétarisation partielle » dont procède le dynamisme économique chinois. Le sexage apparaît bien alors irréductible au capitalisme, il ne s'y dissout pas. En revanche, les deux systèmes se reconfigurent et se transforment mutuellement de manière dynamique. Sur le plan théorique, cet article ouvre sur la nécessité de retravailler la théorie marxiste des relations sociales de propriété à partir des perspectives issues du féminisme matérialiste qui, elles, dénaturent les catégories de sexe et opèrent ainsi un double geste critique : vis-à-vis d'un marxisme aveugle aux contradictions de sexe, d'une part; vis-à-vis des conceptualisations réductionnistes et non matérialistes du genre, d'autre part (Juteau 2016).

Le texte de Catherine Charron, déjà évoqué plus haut, vient réaffirmer la centralité des divisions sociales du travail domestique (entre hommes et femmes mais aussi entre femmes) dans la production même des classes sociales et des fractures internes à ces classes. Charron rappelle que le service domestique constitue historiquement une « marque distinctive de la bourgeoisie » (p. 132) et qu'il demeure aujourd'hui « dans ses formes ordinaires comme plus somptuaires, un vecteur de confirmation des rapports sociaux » (p. 132). S'appuyant sur les récits de travailleuses issues des classes populaires québécoises, pour lesquelles l'emploi domestique est le plus souvent informel, l'analyse met notamment en évidence les divisions hiérarchiques du travail domestique entre femmes. Prendre soin d'autrui ou éduquer des enfants étant plus « noble » qu'épousseter ou faire la vaisselle, auxiliaires familiales et maîtresses de maison se réservent ces tâches de *care*, plus prestigieuses, déléguant le « sale boulot » aux femmes de ménage et aux employées de maison. Charron montre finalement comment le raisonnement en termes de rapports sociaux conduit à formuler le problème du travail domestique. Dans cette perspective, « l'enjeu primordial est donc non pas celui de la professionnalisation ou de la valorisation des métiers domestiques, mais bien celui de la différenciation sociale des sexes et des classes ainsi que le partage inégal entre femmes de cet héritage de servitude féminine au foyer » (p. 133).

Le texte qui suit adopte, lui aussi, une perspective imbricationniste qui s'applique à l'échelle des réorganisations internationales du travail domestique, cette fois-ci. **Rose-Myrliè Joseph** y présente les résultats d'une analyse de discours qui rend compte de la diversité des points de vue des patronnes (haïtiennes et françaises) et des employées (haïtiennes en Haïti et en France) sur les rapports hommes/femmes et la division sexuelle du travail. Par là, elle donne à voir des consciences de sexe qui sont intrinsèquement classées et racisées. L'originalité de cette contribution tient par ailleurs à sa démonstration de l'importance de réintroduire les hommes dans l'analyse aussi bien au niveau micro des relations servantes/servies qu'au niveau plus macro des réorganisations internationales du travail; et non seulement les hommes dominants (les patrons) sur qui l'attention est parfois (encore que trop rarement) portée

aujourd'hui, mais aussi les hommes dominés, migrants pauvres ou racisés. Reparler des hommes et tenir compte de l'hétérogénéité interne à la classe des hommes s'avère ici crucial. Après tout, si la délégation du travail domestique gratuit à d'autres n'est pas le fait de toutes les femmes, sa responsabilité, elle, reste l'affaire de toutes. Joseph avance alors que l'on ne peut pas vraiment parler de « ménages/foyers *sans épouse* » à la manière de Saskia Sassen (2010). En revanche, il est encore très juste de parler de ménages « sans époux » (Joseph 2015 : 451), y compris dans le cas des travailleuses domestiques, ces dernières assumant elles aussi la responsabilité du travail gratuit dans leur propre ménage.

Et pourtant, les hommes sont ménagés dans les entretiens, notamment dans les entrevues menées auprès des employées. Les femmes *ménagent* les hommes en ce sens qu'elles justifient qu'ils se déchargent du travail domestique. Cependant, elles ne ménagent pas tous les hommes de la même manière. L'analyse des discours révèle que les plus dominés sont les moins ménagés : « plus les hommes ont de l'argent, moins ils paraissent sexistes » (p. 205) aux yeux des travailleuses rencontrées. Et les hommes migrants ou racisés seraient pires que les patrons français. Au ressentiment qui vise davantage les patronnes que les patrons s'ajoute ici un traitement dissymétrique des hommes selon leur classement.

Toujours sur ce thème de l'articulation des rapports de pouvoir, les deux articles qui suivent traitent centralement des travailleuses migrantes privées des droits du « travail normal » (Moulier Boutang 2005 : 1077) attachés à la citoyenneté. S'appuyant sur des récits de vie réalisés auprès de 22 Colombiennes réfugiées en Équateur, **Isabelle Auclair** défend la pertinence d'une approche intersectionnelle pour éclairer le sort qui leur est réservé dans le pays « d'accueil ». Outre les préjugés et les pratiques discriminatoires sexistes, racistes et âgistes dont ces femmes sont victimes, les récits mettent en évidence les pratiques coercitives (enfermement, travail forcé et non payé, sévices et violences sexuelles) qui marquent leurs expériences concrètes de travail. L'auteure propose alors le concept de « continuum de violences » pour rendre compte de ces violences au travail. Les récits, quant à eux, donnent à voir les parcours et les stratégies de survie de ces femmes sans papiers ou réfugiées qui restent prises dans des rapports de dépendance personnelle.

Ce sont ces mêmes rapports de dépendance, tels qu'ils sont organisés par l'État français et ses politiques migratoires, qui sont mis en évidence par **Nasima Moujoud**², à partir des entretiens qu'elle a menés auprès de femmes sans papiers à Paris. Historiquement invisibilisé, leur travail est encore sous-étudié et sous-estimé dans l'espace universitaire français, y compris dans la recherche féministe où

² L'article de Nasima Moujoud sera disponible, sur le site web de la revue *Recherches féministes* et sur Érudit, en prépublication; il sera également disponible en version papier dans le numéro 31.1, *Pédagogies féministes et pédagogies du féminisme* (note de l'éditrice).

l'imbrication entre sexisme et racisme a souvent été pensée à partir du débat sur le voile en délaissant le travail. Moujoud s'attache plus précisément à rendre compte de l'« effet papiers » sur les stratégies de résistance de ces femmes « parties seules ou sans conjoint » du Maroc et devenues « sans-papiers » en France. Elle montre que ces stratégies sont étroitement liées au fait que les politiques migratoires fabriquent un « travail d'immigré » qui est aussi intrinsèquement sexué. En France, le service domestique est aux « sans-papiers » ce que le domaine du bâtiment et des travaux publics est aux sans-papiers, avec cette différence notable d'une impossible régularisation par le travail domestique. Pour plusieurs d'entre elles, il ne s'agit pas tant d'échapper au travail gratuit, qu'elles ont pourtant parfois voulu fuir, que de s'extirper de la condition de sans-papiers. Le mariage représente alors le seul chemin possible vers la régularisation.

Genre et travail militant

Sur le thème du travail militant, les deux textes qui viennent boucler ce numéro montrent chacun à leur manière et à partir de terrains différents que militantisme et émancipation ne vont pas toujours de pair.

Le cas de la Ligue des droits humains au Québec examiné par **Marie-Laurence B. Beaumier** révèle à quel point le genre colore les revendications et l'organisation du travail militant, même durant l'âge d'or que représente à la Ligue la période 1963-1980 pour la défense des droits des femmes, mais aussi comment un travail gratuit peut être « libérateur ». Une première génération de féministes pénètre difficilement un espace de travail militant et gratuit. Peu populeuse et peu présente dans les instances dirigeantes, cette génération adopte une vision très juridique des droits des femmes. C'est cependant elle qui prépare le terrain à une deuxième génération de militantes. Un peu plus populeuse et représentée au niveau décisionnel, même si elle reste peu entendue, celle-ci élargit la plate-forme de revendications aux droits économiques et sociaux des femmes. Composée en bonne partie de permanentes salariées, elle évolue en outre à la frontière entre travail rémunéré et travail gratuit.

Enfin, le texte de **Xavier Dunezat** s'attaque à la question du rapport entre « mode de production domestique » et « logiques patriarcales du militantisme » (Roux et autres 2005). Analysant quatre mobilisations de « sans travail » et de « sans-papiers » en France, il montre combien cette relation se trouve complexifiée dès lors que l'on tient compte des rapports différenciés des hommes et des femmes au travail domestique comme au travail militant. À la suite de Yannick Le Quentrec (2014), Dunezat expose ici les rapports contradictoires au travail domestique, notamment la manière dont ils modulent l'engagement militant et participent à expliquer l'organisation sexuée du travail militant. Parmi les militants qui composent les mobilisations observées, plusieurs partagent, en effet, une expérience d'« exploités » du travail domestique qui leur permet d'accaparer les positions dominantes dans l'espace militant. Et ces expériences expliquent aussi leurs

contraires : celles « des exploitées » reléguées aux tâches militantes à connotation domestique les plus déqualifiées. Cependant, ces figures d'exploiteurs et d'exploitées ne suffisent pas à rendre compte de la diversité des expériences concrètes du travail domestique qui font varier les modes d'engagement militant : l'abandon, l'autonomie, le « partage » et la privation administrée (dans le cas des militantes sans papiers privées d'espace domestique). Finalement, si *les hiérarchies militantes au bénéfice des mieux classés* sont bien pour partie liées au mode de production domestique, en revanche, l'évidence apparente qui associe assignation au travail domestique et inactivité militante des femmes est à relativiser.

RÉFÉRENCES

- ANDERSON, Bridget
2000 *Doing the Dirty Work? The Global Politics of Domestic Labour*. Londres, Zed Books.
- BARRET, Michèle, et Mary MCINTOSH
1982 « Christine Delphy : vers un féminisme matérialiste? », *Nouvelles Questions féministes*, 4 : 34-49.
- BRADY, Jennifer
2017 *Trading the Apron for the White Lab Coat : A Contemporary History of Dietetics in Canada, 1954 to 2016*. Thèse de doctorat. Kingston, Queen's University.
- CARBY, Hazel
2008 « Femme blanche écoute! Le féminisme noir et les frontières de la sororité », dans Elsa Dorlin (dir.), *Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Paris, L'Harmattan : 87-112 [1^{re} éd. : 2000].
- CHABAUD-RYCHTER, Danielle, Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL et Françoise SONTTHONNAX
1985 *Espace et temps du travail domestique*. Paris, Librairie des Méridiens.
- COLLINS, Patricia Hill
1990 *Black Feminist Thought Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. New York, Routledge.
- COLLINS, Patricia Hill, et Sirma BILGE
2016 *Intersectionality*. Cambridge, Polity Press.
- CRENSHAW, Kimberly
1991 « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, 43, 6 : 1241-1299.
- 1989 « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, 140 : 139-167.
- DAVIS, Angela
1983 *Femmes, race et classe*. Paris, Éditions Des femmes.

DELPHY, Christine

- 2003 « Par où attaquer le “ partage inégal ” du “ travail ménager ”? », *Nouvelles Questions féministes*, 22, 3 : 47-71.
- 1998 « L’ennemi principal », dans Christine Delphy (dir.), *L’ennemi principal*, t. I : « Économie politique du patriarcat ». Paris, Éditions Syllepse : 31-55 [1^{re} éd. : 1970].
- 1982 « Un féminisme matérialiste est possible », *Nouvelles Questions féministes*, 4 : 50-86.

DROUILLEAU, Félicie, et autres

- 2009 « Domestiques d’ici et d’ailleurs », *Travail, genre et sociétés*, 22, 2 : 25-30.

DUFFY, Mignon

- 2007 « Doing the Dirty Work : Gender, Race, and Reproductive Labor in Historical Perspective », *Gender and Society*, 21, 3 : 313-336.

FALQUET, Jules

- 2016 « Entretien avec Jules Falquet : matérialisme féministe, crise du travail salarié et imbrication des rapports sociaux », *Cahiers du GRM*, 10, [En ligne], [journals.openedition.org/grm/839] (18 décembre 2017).

FEDERICI, Silvia

- 2016 *Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*. Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe.

FITZGERALD, Tanya

- 2014 « Women Educators, Leaders and Activists : Educational Lives and Networks 1900-1960 », dans Tania Fitzgerald et Elisabeth M. Smith (dir.), *Women Educators, Leaders and Activists. Educational Livres and Networks, 1900-1960*. Basingstoke, Palgrave Macmillan : 17-40.

GLENN, Evelyn Nakano

- 2012 *Forced to Care, Coercion and Caregiving in America*. Cambridge, Harvard University Press.
- 2009 « De la servitude au travail de service : les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé », dans Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*. Paris, Presses universitaires de France : 21-70.

GOLDSTEIN, Carolyn

- 2012 *Creating Consumers. Home Economists in Twentieth-Century America*. Chapel Hill, University of California Press.

GRUPE ‘ ÉTAT ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE ’

- 2013 « Quelle citoyenneté pour les femmes? État des lieux et perspectives (1987-2012) », *Cahiers du genre*, 54, 1 : 67-92, [En ligne], [www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2013-1-page-67.htm] (7 février 2018).

GUILLAUMIN, Colette

- 1992 *Sexe, race et pratique du pouvoir. L’idée de nature*. Paris, Côté-femmes.
- 1978 « Pratique du pouvoir et idée de nature 1 », *Questions féministes*, 2 : 5-30.

- HANEY, Lynne, et Lisa POLLARD (dir.)
2013 *Families of a New World : Gender, Politics, and State Development in a Global Context*. Londres/New York, Routledge.
- HAREVEN, Tamara
1982 *Family Time and Industrial Time : The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community*. Cambridge, Cambridge University Press.
- HIRATA, Helena, et Pascale MOLINIER
2012 « Les ambiguïtés du care », *Travailler*, 28, 2 : 9-13.
- HOOKS, bell
2008 « Sororité : la solidarité politique entre les femmes », *Infokiosques.net*, [En ligne], [infokiosques.net/lire.php?id_article=1161] (15 décembre 2016) [1^{re} éd. : 1984].
- JOSEPH, Rose-Myrliè
2015 *L'articulation des rapports sociaux de sexe, de classe et de race, dans la migration et le travail des femmes haïtiennes*. Thèse de doctorat. Paris/Lausanne, Université Paris Diderot/Université de Lausanne (cotutelle), [En ligne], [serval.unil.ch/resource/serval:BIB_48416CEEA72A.P001/REF] (25 janvier 2018).
- JUTEAU, Danielle
2016 « Un paradigme féministe matérialiste de l'intersectionnalité », *Cahiers du genre*, 4, 3 : 129-149.
- JUTEAU, Danielle, et Nicole LAURIN-FRENETTE
1988 « L'évolution des formes de l'appropriation des femmes : des religieuses aux "mères porteuses" », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 25, 2 : 183-207.
- KERGOAT, Danièle
2012 *Se battre, disent-elles...* Paris, La Dispute.
- LE FEUVRE, Nicky, Nathalie BENELLI et Séverine REY
2012 « Relationnels, les métiers de service? », *Nouvelles Questions féministes*, 31, 2 : 4-12.
- LE PETITCORPS, Colette
2015 *Service à domicile, femmes et migrations en France. Le rapport de domesticité en question*. Thèse de doctorat. Poitiers, Université de Poitiers.
- LE QUENTREC, Yannick
2014 « Heurts et bonheurs des militantes : le travail syndical face au travail domestique », *Nouvelle Revue de psychosociologie*, 18, 2 : 147-161.
- MARTIN, Hélène, et autres (dir.)
2008 « Numéro thématique – L'ambivalence du travail : entre exploitation et émancipation », *Nouvelles Questions féministes*, 2, 27.

- MARTIN, Martine
1987 « Ménagère : une profession? Les dilemmes de l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, 140 : 89-106.
- MARUANI, Margaret, et Danièle MEULDERS
2005 « Chômage, sous-emploi et précarité », dans Margaret Maruani (dir.), *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*. Paris, La Découverte : 227-236.
- MATHIEU, Nicole-Claude
1991 *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris, Côté-femmes.
- MCLEAN, Lorna, et Marilyn BARBER
2016 « In Search of Comfort and Independence : Irish Immigrant Domestic Servants Encounter the Courts, Jails, and Asylums in Nineteenth-Century Ontario », dans Marlene Epp et Franca Iacovetta (dir.), *Sisters Or Strangers? Immigrant, Ethnic, and Racialized Women in Canadian History*. Toronto, University of Toronto Press : 209-230.
- MOLINEUX, Maxine
1979 « Beyond the Domestic Labour Debate », *New Left Review*, 1, 116 : 3-27.
- MOLINIER, Pascale
2013 *Le travail du care*. Paris, La Dispute.
- MOUJOURD, Nasima, et Jules FALQUET
2010 « Cent ans de sollicitude en France. Domesticité, reproduction sociale, migration et histoire coloniale », *Agone*, 43 : 169-195.
- MOULIER BOUTANG, Yann
2005 « Formes de travail non libre. " Accumulation primitive : préhistoire ou histoire continuée du capitalisme? " », *Cahiers d'études africaines*, 45 : 1069-1092.
- NADASEN, Premilla
2012 « Citizenship Rights, Domestic Work, and the Fair Labor Standards Act », *Journal of Policy History*, 24, 1 : 74-94.
- OLSON, Sherry, et Patricia THORNTON
2011 *Peopling the North American City. Montreal, 1840-1900*. Montréal, McGill-Queen's University Press.
- PARRENAS, Rhacel Salazar
2001 *Servants of Globalization. Women, Migration and Domestic Work*. Stanford, Stanford University Press.
- PÉRIVIER, Hélène
2013 « De madame Au-Foyer à madame Gagne-Miettes. État social en mutation dans une perspective franco-états-unienne », dans Margaret Maruani (dir.), *Travail et genre dans le monde*. Paris, La Découverte : 309-317.

ROBERT, Camille

2017 *Toutes les femmes sont d'abord ménagères : histoire d'un combat féministe pour la reconnaissance du travail ménager, Québec 1968-1985*. Montréal, Somme toute.

ROLLINS, Judith

1985 *Between Women. Domestic and their Employers*. Philadelphie, Temple University Press.

ROUX, Patricia et autres (dir.)

2005 « Numéro thématique – Les logiques patriarcales du militantisme », *Nouvelles Questions féministes*, 3, 24.

SAGER, Eric

2014 « Women and Work in Hamilton, Ontario : A Case Study and a Research Challenge », *Histoire sociale/Social History*, 47, 95 : 663-681.

SARTI, Raffaella

2014 « Historians, Social Scientists, Servants, and Domestic Workers : Fifty Years of Research on Domestic and Care Work », *International Review of Social History*, 59, 2 : 279-314.

SASSEN, Saskia

2010 « Mondialisation et géographie globale du travail », dans Jules Falquet et autres (dir.), *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : 27-41.

SCRINZI, Francesca

2013 *Genre, migrations et emplois domestiques en France et en Italie : construction de la non-qualification et de l'altérité ethnique*. Paris, Petra.

TABET, Paola

1998 *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*. Paris, L'Harmattan.

TOUPIN, Louise

2016 « Le salaire au travail ménager, 1972-1977 : retour sur un courant féministe évanoui », *Recherches féministes*, 29, 1 : 179-198.

2014 *Le salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*. Montréal, Les éditions du remue-ménage.

WALKER, Susannah

2008 « “Independent Livings” or “No Bed of Roses”? How Race and Class Shaped Beauty Culture as an Occupation for African American Women from the 1920s to the 1960s », *Journal of Women's History*, 20, 3 : 60-83.